

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du vendredi 28 mai 2010

DÉLIBÉRATION N° CG-2010/05/28-3/06

Commission n° 3 - Transports, Déplacements et Voirie
Rapporteur : CORNEILLE Bernard

Commission n° 7 - Finances
Rapporteur : MOUTON Jean-Louis

OBJET : RD 1401- Barreau de liaison RD 212-RD 401 sur le territoire du Mesnil-Amelot. Dossier de prise en considération et approbation de la convention quadripartite.

Le présent rapport a pour objet la prise en considération du projet de barreau de liaison entre la RD 401 et la RD 212 lié à la future Zone d'Aménagement Concerté de « La Chapelle de Guivry » sur le territoire de la commune du Mesnil-Amelot, dénommé RD 1401. Réalisé et financé par le Département avec la participation financière de l'Aménageur, de la Commune et de la Communauté de communes de la Plaine de France, ce projet permettra de desservir cette nouvelle zone d'activités tout en désengorgeant la RD 401 en centre ville et en facilitant l'accès au futur Contournement Est de Roissy depuis le secteur de Dammartin-en-Goële.

LE CONSEIL GÉNÉRAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le rapport du Président du Conseil général,

VU l'avis des Commissions précitées,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prendre en considération le projet de création d'un barreau de liaison entre la RD 401 et la RD 212, dénommé RD 1401, lié à la future Zone d'Aménagement Concerté de « La Chapelle de Guivry » sur le territoire de la commune du Mesnil-Amelot, pour un montant de 5 M € HT (valeur octobre 2009), sous maîtrise d'ouvrage départementale ;

Article 2 : d'approuver la convention telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération, à intervenir avec l'Aménageur, la Commune du Mesnil-Amelot et la Communauté de communes de la Plaine de France, fixant leur participation financière au projet de création du barreau de liaison ;

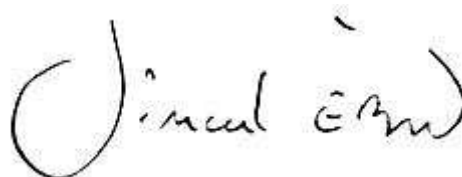
Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer ladite convention, au nom du Département ;

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil général à intégrer les terrains nécessaires au projet dans le domaine public routier départemental ;

Article 5 : d'autoriser le représentant du Conseil général à signer les actes administratifs ou notariés destinés à concrétiser ces acquisitions, ainsi que tous les documents nécessaires au transfert de propriété.

Adopté à l'unanimité

LE PRÉSIDENT

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Vincent Éblé". The signature is written in a cursive style with a large initial 'V'.

Vincent ÉBLÉ